



Balkan class

52  
52

Elle...

Motivés T.  
Stock m  
Banque

Totaux

©oim/LC/2024

# RAPPORT

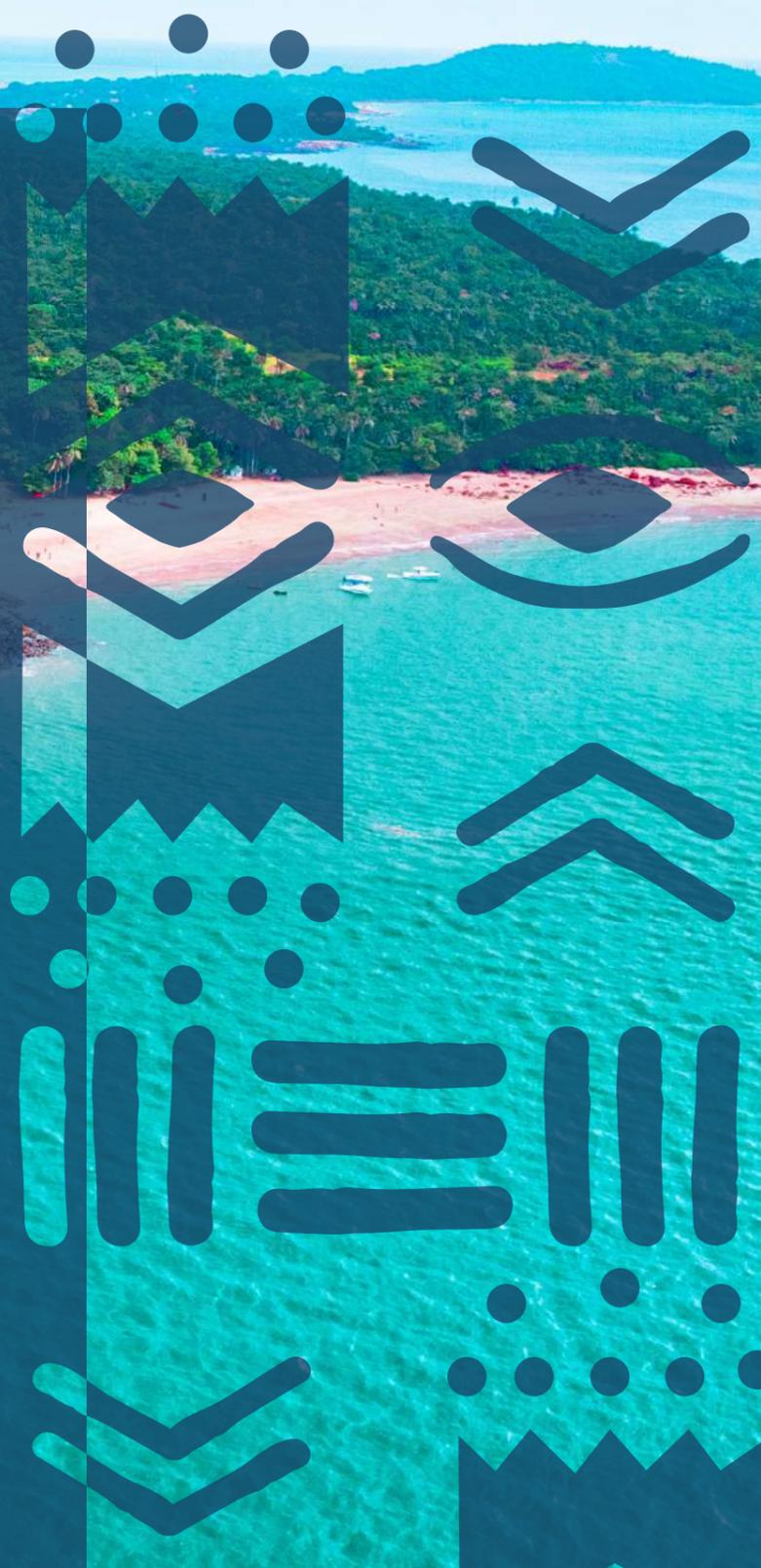
DES RÉSULTATS 2024  
DE L'ÉQUIPE PAYS  
DES NATIONS UNIES

RÉPUBLIQUE DE GUINÉE



# SOMMAIRE

<b>01</b> AVANT-PROPOS .....	4
<b>02</b> ÉQUIPE DE PAYS DES NATIONS UNIES .....	6
<b>03</b> LES PARTENAIRES DE DÉVELOPPEMENT CLÉS DU SYSTÈME DES NATIONS UNIES POUR LE DÉVELOPPEMENT DANS LE PAYS .....	10
<b>CHAPITRE 1</b>	
PRINCIPAUX AXES DE DÉVELOPPEMENT AU NIVEAU NATIONAL ET RÉGIONAL .....	12
<b>CHAPITRE 2</b>	
APPUI DU SYSTÈME DES NATIONS UNIES POUR LE DÉVELOPPEMENT AUX PRIORITÉS DE DÉVELOPPEMENT NATIONALES GRÂCE AU PLAN-CADRE DE COOPÉRATION .....	14
<b>2.1</b> ANALYSE DES RÉSULTATS DU PLAN-CADRE DE COOPÉRATION .....	16
<b>2.2</b> PRIORITÉS, RÉALISATIONS ET PRODUITS DU PLAN-CADRE DE COOPÉRATION	
<b>1</b> RÉSULTATS STRATÉGIQUES POPULATION .....	18
<b>2</b> RÉSULTATS STRATÉGIQUES PLANÈTE ET PROSPÉRITÉ .....	26
<b>3</b> RÉSULTATS STRATÉGIQUES GOUVERNANCE ET PAIX .....	34
<b>2.3</b> APPUI AUX PARTENARIATS ET FINANCEMENT DU PROGRAMME 2030 .....	42
<b>2.4</b> RÉSULTATS DES NATIONS UNIES TRAVAILLANT PLUS ET MIEUX ENSEMBLE .....	44
<b>2.5</b> ÉVALUATIONS ET LEÇONS TIRÉES .....	46
<b>2.6</b> APERÇU FINANCIER ET MOBILISATION DES RESSOURCES .....	48
<b>CHAPITRE 3</b>	
PRIORITÉS DE L'ÉQUIPE DE PAYS DES NATIONS UNIES POUR L'ANNÉE À VENIR .....	52





SCAN ME

# AVANT-PROPOS

L'année 2024 a marqué le début du Cadre de Coopération des Nations Unies pour le Développement Durable (UNSDCF 2024-2028), une étape décisive de l'engagement des Nations Unies aux côtés de la Guinée. Dans un contexte national de transition politique et économique majeure, le Système des Nations Unies (SNU) a renforcé son accompagnement stratégique autour de trois axes prioritaires : l'investissement dans les services sociaux de base de qualité, la promotion d'une croissance économique durable et le renforcement des institutions.

Grâce à cet appui structuré, des résultats concrets ont été enregistrés. A titre illustratif : 15 000 enseignants

formés, 314 533 élèves bénéficiant de repas scolaires, couverture vaccinale de 96 % des enfants de moins de 11 mois, et assistance à plus de 34 000 enfants et 4 000 femmes enceintes contre la malnutrition. De même, 15 456 adolescentes ont été protégées contre les mariages précoces, tandis que l'engagement pour l'État de droit et la paix s'est traduit par l'appui à la révision du code électoral, de l'avant-projet de Constitution, la formation de 978 jeunes à la prévention des conflits et l'assistance judiciaire à plus de 800 détenus et mineurs. Sur le plan économique, l'action du SNU a permis la valorisation de plus de 1 300 hectares agricoles, l'amélioration de l'accès à l'énergie, le reboisement

de 80 hectares et la création d'une réserve naturelle de 3 731 km<sup>2</sup>. Ces avancées illustrent l'impact tangible du travail conjoint des Nations Unies, du gouvernement et des partenaires, dans une approche alignée aux Objectifs de Développement Durable.

**Pour 2025, l'Équipe Pays des Nations Unies focalisera ses efforts sur deux priorités clés :** le développement local, afin que les retombées économiques du projet Simandou profitent concrètement aux communautés vulnérables, et la transformation des systèmes alimentaires pour renforcer le secteur agricole et la sécurité alimentaire.

Je tiens à remercier chaleureusement le Gouvernement, les partenaires de

développement, la société civile et les communautés locales pour leur engagement exemplaire à nos côtés. Ce rapport 2024 met ainsi en lumière la force du multilatéralisme et l'importance du partenariat, réaffirmant l'engagement du Système des Nations Unies pour construire une Guinée inclusive et prospère, où personne n'est laissé pour compte.

**Kristèle YOUNÈS**  
Coordonnatrice Résidente  
des Nations Unies en Guinée



## DÉMOGRAPHIE

**14,53** Millions d'habitants  
Nombre de femmes : **51,4 %**  
Moins de **35 ans** : environ **75%**

## ÉCONOMIE

**PIB** réel : **6,7 %** en 2023

## ÉDUCATION

**Taux d'alphabétisation** :  
Taux brut : **39,6 %**

## SANTÉ

**Taux de mortalité infanto-juvénile**  
**90,8** pour **1 000** naissances vivantes

**Taux de mortalité maternelle** :  
**550** décès pour **100 000**

## ENVIRONNEMENT

**Surface forestière**  
(% du territoire) : **24,9**

**Accès à l'électricité**  
(% de la population) : **47,7**

## LA GUINÉE, ENTRE RICHESSES ET TRANSITIONS

Pays côtier d'Afrique de l'Ouest, la République de Guinée partage ses frontières avec six pays : la Guinée-Bissau, le Sénégal, le Mali, la Côte d'Ivoire, le Libéria et la Sierra Leone, et s'ouvre sur l'Océan Atlantique avec 300 km de littoral. Elle couvre une superficie de 245 857 km<sup>2</sup> et comptait environ 14,53 millions d'habitants en 2024.

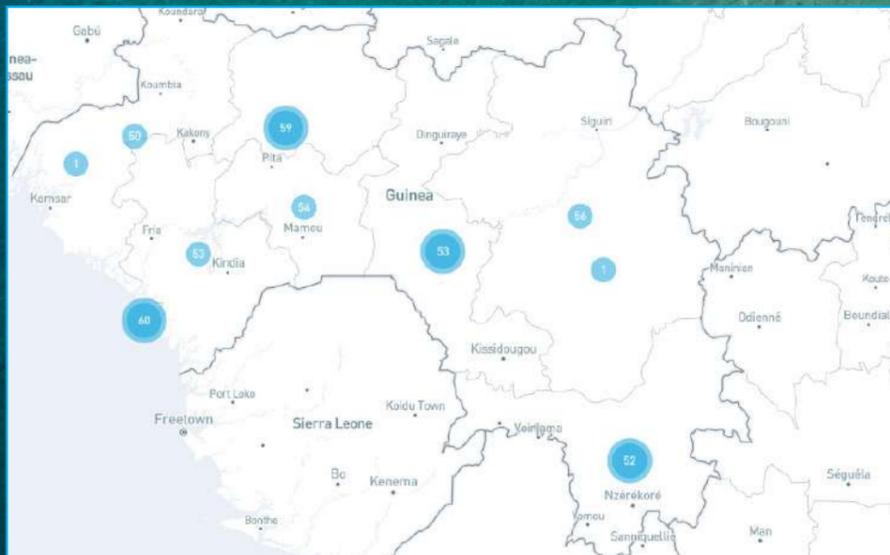
Souvent surnommée le « château d'eau de l'Afrique de l'Ouest », la Guinée est la source de nombreux fleuves d'Afrique de l'Ouest. Le pays est doté d'un important patrimoine naturel, incluant le mont Nimba (1 752 m) et des forêts classées telles que Ziama et Diecké. Sa diversité biologique comprend des espèces endémiques comme les chimpanzés et les crapauds vivipares.

La Guinée est également qualifiée de « scandale géologique » en raison de son immense richesse minière : elle détient les deux-tiers des réserves mondiales de bauxite et possède aussi des gisements d'or, de fer et de diamant. Cette abondance est au cœur de l'économie guinéenne, avec une forte dépendance à l'exploitation minière.

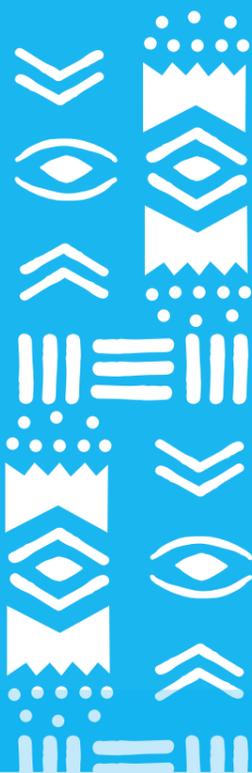
Depuis le 5 septembre 2021, la Guinée est dirigée par le Comité National du Rassemblement pour le Développement (CNRD), dans le cadre d'une transition politique. Le Conseil national de la transition (CNT) a présenté un avant-projet de Constitution qui devrait faire l'objet d'un référendum et conduire à l'organisation des élections en 2025.

# LA GUINÉE

Zones d'intervention des Nations Unies



# 03



## LES PARTENAIRES DE DÉVELOPPEMENT CLÉS DU SYSTÈME DES NATIONS UNIES POUR LE DÉVELOPPEMENT DANS LE PAYS

Durant l'année 2024, l'Équipe Pays des Nations Unies a collaboré étroitement avec plusieurs partenaires nationaux et internationaux, dont l'appui a été essentiel pour la réussite des interventions menées en faveur du développement durable en Guinée. Grâce à une coopération renforcée, ces partenaires ont efficacement soutenu le Système des Nations Unies dans ses efforts visant à accélérer la réalisation de l'Agenda 2030 et l'atteinte des Objectifs de Développement Durable (ODD) en République de Guinée.

### PRINCIPAUX PARTENAIRES TECHNIQUES ET FINANCIERS EN 2024

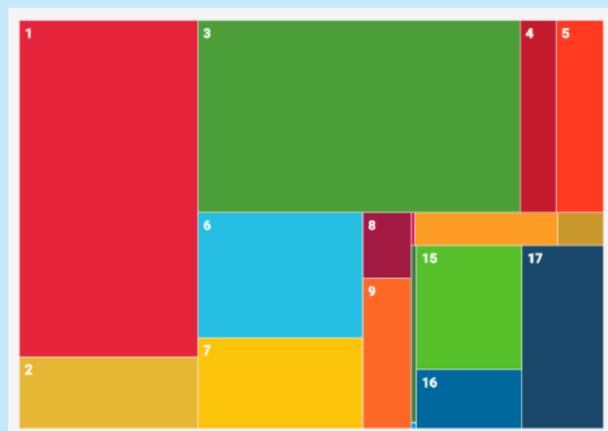


### MINISTÈRES ET INSTITUTIONS NATIONALES



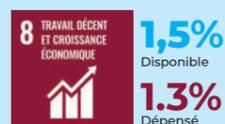
- Primature • Ministère du Plan et de la Coopération Internationale • Ministère des Affaires Étrangères, de l'Intégration Africaine et des Guinéens établis à l'Étranger
- Ministères sectoriels (Justice et Droits de l'Homme, Défense Nationale, Administration du Territoire et Décentralisation, Sécurité et Protection Civile, Économie et Finances, Travail et Fonction Publique, Environnement et Développement Durable, Agriculture et Élevage, Mines et Géologie, Postes, Télécommunications et Économie Numérique, Urbanisme, Habitat et Aménagement du Territoire, Pêche et Économie Maritime, Industrie, Commerce et Petites et Moyennes Entreprises (PME), Enseignement Supérieur, Recherche Scientifique et Innovation, Enseignement Pré-Universitaire et Alphabétisation, Enseignement Technique, Formation Professionnelle et Emploi, Santé et Hygiène Publique, Information et Communication, Jeunesse et Sports, Promotion Féminine, Enfance et Personnes Vulnérables, Culture, Tourisme et Artisanat).
- Conseil National de la Transition • Banque Centrale

## ENGAGEMENT ET FINANCEMENT PAR ODD EN 2024



Disponible 2024  
**135,4**

Dépenses 2024  
**101,4**  
millions de dollars



# CHAPITRE 1

## PRINCIPAUX AXES DE DÉVELOPPEMENT AU NIVEAU NATIONAL ET RÉGIONAL

En 2024, la Guinée a franchi une étape décisive en matière de développement durable avec la présentation de son 2<sup>e</sup> Rapport National Volontaire (RNV), fruit d'un processus inclusif coordonné par le Ministère du Plan et de la Coopération Internationale, avec l'appui des Nations Unies. Cette évaluation approfondie de la mise en œuvre des Objectifs de Développement Durable (ODD) a mis en lumière des avancées notables, mais aussi des défis persistants.

Sur le plan économique, la croissance stable de 5 % à 7 % entre 2021 et 2024 reste largement portée par le secteur minier, tandis que la diversification économique demeure un enjeu clé. Le secteur informel prédomine et les infrastructures, notamment en milieu rural, restent insuffisantes, avec seulement 7 % de la population rurale ayant accès à l'électricité, contre 53 % en ville. Le Programme Simandou 2040, en cours d'élaboration, ambitionne de transformer l'économie guinéenne en accélérant l'industrialisation et le développement des infrastructures routières et énergétiques, tout en mettant l'accent sur l'agriculture et l'industrie manufacturière pour stimuler l'emploi.

La pauvreté a reculé, passant de 55,2 % en 2012 à 43,7 % en 2019, mais les inégalités demeurent marquées, notamment en zone rurale où elle atteint 55,4 % contre 22,4 % en ville. Les femmes et les enfants, représentant 53,6 % et 58 % des populations pauvres, restent les plus vulnérables. La malnutrition chronique, dépassant 30 % dans certaines régions, demeure un défi, malgré les efforts pour améliorer l'accès aux soins et renforcer l'autonomisation des femmes. Dans un contexte de transition politique, des réformes ont été engagées pour améliorer la gouvernance, lutter contre la corruption et consolider la paix.

Le développement régional est un levier essentiel pour renforcer la stabilité et la résilience communautaire. Le Fonds de Consolidation de la Paix (PBF) appuie des initiatives transfrontalières, notamment dans les régions de Siguiri, Mandiana et Gaoual, en favorisant

la participation des jeunes et des femmes dans la gouvernance locale et la gestion des ressources naturelles. Ces efforts contribuent à la prévention des conflits, en particulier dans les zones frontalières avec le Mali, et à la justice transitionnelle dans le cadre des priorités nationales de paix et de sécurité.

Les défis environnementaux, tels que la déforestation, la gestion des déchets et les effets du changement climatique, restent une préoccupation majeure. Bien que la Guinée contribue faiblement aux émissions mondiales de gaz à effet de serre, la Stratégie Nationale de Développement Durable (SNDD) vise à renforcer la résilience écologique du pays. Dans cette dynamique, la préservation du Massif du Fouta-Djallon, véritable château d'eau de l'Afrique de l'Ouest, a été identifiée comme une priorité au Sommet du Pacte pour l'Avenir, en raison de son rôle vital pour l'eau potable et l'irrigation. La Coordinatrice Résidente des Nations Unies a réaffirmé l'engagement du SNU à accompagner la Guinée dans ces efforts, en s'inscrivant dans l'esprit de la Stratégie Intégrée des Nations Unies pour le Sahel (UNISS). Par ailleurs, en réponse aux inondations de 2024, le Fonds Central de Réponse d'Urgence (CERF) a alloué 2,5 millions de dollars pour soutenir les communautés affectées, notamment en santé, sécurité alimentaire et réhabilitation des infrastructures.

En 2025, le renforcement de la décentralisation sera une priorité clé pour les Nations Unies en Guinée. La dynamique impulsée par les missions conjointes de terrain de la Coordinatrice Résidente et des membres de l'équipe pays, favorisant des échanges directs avec les autorités locales et les partenaires, vise à aligner les interventions conjointes du SNU sur les priorités régionales et à garantir des résultats mesurables à la base. Dans ce cadre, le développement local s'impose comme un axe stratégique, notamment en lien avec Simandou 2040, où l'accompagnement des Nations Unies visera à optimiser les retombées économiques, favoriser la création d'emplois locaux et améliorer les conditions de vie des populations.



# CHAPITRE 2

APPUI DU SYSTÈME DES NATIONS  
UNIES POUR LE DÉVELOPPEMENT  
AUX PRIORITÉS DE DÉVELOPPE-  
MENT NATIONALES GRÂCE AU  
PLAN-CADRE DE COOPÉRATION





## 2.1. Analyse des résultats du plan-cadre de coopération

En 2024, l'équipe pays des Nations Unies en Guinée (UNCT) a consolidé les acquis de l'année précédente, réaffirmant ainsi son engagement à accompagner efficacement le gouvernement guinéen vers l'atteinte des Objectifs de Développement Durable (ODD). À travers une démarche intégrée, multisectorielle et inclusive, avec une attention particulière au genre, les interventions du Système des Nations Unies se sont distinguées par un strict alignement aux quatre principes directeurs fondamentaux : **ne laisser personne pour compte, promouvoir l'égalité et l'autonomisation des femmes, assurer la durabilité des actions et renforcer la responsabilité collective.**

Sur le volet **renforcement des services sociaux de base**, l'UNCT a concentré ses efforts sur l'éducation, la santé, la nutrition, l'eau et l'assainissement, ainsi que sur la protection sociale. Au niveau institutionnel, l'adoption du Partenariat mondial pour l'éducation (GPE 2025), du Programme décennal de l'Éducation, PRODEG 2020-2029) en matière d'éducation et du Plan National de Développement Sanitaire (2025-2034) ont marqué un tournant décisif vers une prise en compte plus effective des besoins réels de la population. Des progrès notables ont été réalisés en santé maternelle et infantile, avec l'extension significative de la couverture en soins obstétricaux d'urgence à 94 % du territoire, permettant une augmentation considérable du nombre d'accouchements sécurisés. Par ailleurs, le taux de vaccination contre le pentavalent chez les enfants a atteint 96 %, conduisant à la validation officielle

de l'élimination du tétanos maternel et néonatal. Dans le secteur nutritionnel, près de 35 000 enfants et plus de 4 000 femmes enceintes et allaitantes ont bénéficié d'un soutien spécifique, tandis que le programme national de cantines scolaires a atteint 314 533 élèves, contribuant à une réduction notable de la malnutrition infantile et de l'abandon scolaire. Enfin, l'intégration de dispositions visant la criminalisation historique des mutilations génitales féminines et du mariage précoce dans l'avant-projet de Constitution constitue une avancée majeure pour les droits humains, particulièrement pour les femmes et les filles.

Concernant le volet **développement économique durable et résilience environnementale**, l'appui du SNU s'est illustré par le renforcement significatif des chaînes de valeur agricoles, avec notamment la mise en valeur de 740 hectares de

riz et 598 hectares d'ananas. Plus de 1 200 acteurs agricoles, dont 351 femmes, ont bénéficié d'une formation aux techniques agricoles modernes. L'initiative « Village Faim Zéro » a permis d'adopter une approche intégrée de lutte contre la faim dans plusieurs communautés rurales. En matière environnementale, l'UNCT a facilité l'accès à des énergies renouvelables pour 568 bénéficiaires ruraux, restauré 80 hectares de terres dégradées pour renforcer la séquestration du carbone, et créé une réserve naturelle de 3 731 km<sup>2</sup> dédiée à la protection de la biodiversité. De plus, la mobilisation de 10 millions de dollars par le biais du Fonds d'Adaptation Climatique a permis la mise en œuvre de projets structurants dans les régions les plus vulnérables aux changements climatiques.





## 2.2. Priorités, réalisations et produits du plan-cadre de coopération

### 1- RÉSULTATS STRATÉGIQUES POPULATION

En 2024, la Guinée a franchi une nouvelle étape dans l'amélioration de l'accès aux services sociaux de base, avec un engagement fort du Système des Nations Unies (SNU) en appui aux efforts du gouvernement. À travers une approche multisectorielle et inclusive, le SNU a contribué à renforcer les politiques publiques, élargir la couverture des services essentiels et protéger les populations les plus vulnérables. L'accent a été mis sur l'éducation, la santé, la nutrition, l'eau et l'assainissement, ainsi que la protection sociale, avec des résultats significatifs pour des milliers de Guinéens.

#### 1.1. Renforcement des institutions et des politiques publiques

L'amélioration des services sociaux repose avant tout sur des politiques publiques solides et des institutions capables d'assurer leur mise en œuvre. En 2024, le SNU a accompagné le gouvernement dans l'élaboration de stratégies nationales structurantes, garantissant une meilleure prise en compte des besoins des populations.

Dans le secteur de l'éducation, l'adoption du Pacte pour le GPE 2025 (PRODEG 2020-2029) a marqué un tournant en mettant l'accent sur la formation des enseignants et l'éducation des filles. Parallèlement, l'actualisation du cadre curriculaire et la modernisation des contenus pédagogiques ont permis de mieux aligner l'enseignement sur les réalités socio-économiques du pays.

Le domaine de la santé a également connu des avancées majeures avec l'élaboration du Plan National de Développement Sanitaire (2025-2034) et du Plan Stratégique de Santé Reproductive et Infantile (2025-2029). Ces initiatives visent à réduire la mortalité maternelle et infantile, tout en intégrant une approche plus équitable et inclusive dans la fourniture des soins.

Dans un pays où l'accès à une alimentation équilibrée reste un défi, le SNU a renforcé la politique nationale de cantines scolaires, favorisant l'augmentation des achats locaux et l'extension de la couverture alimentaire pour les élèves. Ce soutien a permis de lutter efficacement contre la malnutrition infantile et l'abandon scolaire, en particulier dans les zones rurales.

Au-delà des services sociaux, des avancées ont été réalisées en matière de protection des droits.

La criminalisation des mutilations génitales féminines (MGF) et du mariage des enfants, désormais incluse dans l'avant-projet de la nouvelle Constitution, marque une avancée historique en faveur des droits des filles et des femmes.

#### 1.2. Accès aux services sociaux de base pour les populations vulnérables

Si les réformes institutionnelles sont essentielles, leur impact se mesure avant tout à travers l'accès effectif des populations aux services sociaux. En 2024, le SNU a poursuivi ses efforts pour élargir la couverture et améliorer la qualité des prestations dans l'éducation, la santé et la protection sociale. Éducation et autonomisation des jeunes

L'éducation reste l'un des piliers fondamentaux du développement humain. Grâce aux efforts conjoints du gouvernement et du SNU, 15 000 enseignants du primaire et du préscolaire ont été formés, permettant d'améliorer la qualité de l'enseignement. L'initiative pédagogique "Enseigner au Bon Niveau" a bénéficié à 6 000 élèves en milieu rural, leur offrant un accompagnement adapté à leurs besoins.

Le programme national de cantines scolaires a, quant à lui, touché 314 533 élèves, dont 49 % de filles, garantissant ainsi un environnement scolaire plus stable. Par ailleurs, l'intégration de l'Éducation Complète à la Sexualité (ECS) dans 431 écoles a renforcé l'éducation à la santé reproductive et aux droits des jeunes.

#### Santé maternelle et infantile

La santé des mères et des enfants a été au cœur des interventions. Le réseau national de Soins

Obstétricaux et Néonataux d'Urgence (SONU) a été élargi, portant le nombre de maternités équipées à 147, garantissant une couverture de 94 % de la population en moins de deux heures. Cette initiative a permis d'augmenter de 14 % le taux d'accouchements assistés, atteignant ainsi 431 814 naissances sécurisées.

La vaccination a, elle aussi, connu des avancées majeures avec 96 % des enfants de 0 à 11 mois recevant la troisième dose du pentavalent, contre 91 % en 2023. En parallèle, la Guinée a validé l'élimination du tétanos maternel et néonatal, et près de 2,7 millions d'enfants ont été vaccinés contre la rougeole.



#### Lutte contre la malnutrition et la sécurité alimentaire

La malnutrition infantile reste un défi majeur en Guinée, nécessitant des interventions ciblées. En 2024, 34 944 enfants et 4 177 femmes enceintes et allaitantes ont bénéficié d'un appui nutritionnel spécifique. De plus, 2,7 millions d'enfants ont reçu des suppléments en vitamine A, renforçant ainsi

leur immunité.

Dans les régions où la malnutrition est particulièrement préoccupante, le SNU a favorisé la production et la distribution d'aliments enrichis,

### 1.3 Protection sociale et lutte contre les violences basées sur le genre

Les actions en faveur de la protection sociale ont permis d'améliorer l'accompagnement des groupes les plus vulnérables, notamment les femmes et les enfants.

- **15 456 adolescentes** ont bénéficié d'un accompagnement pour prévenir les mariages précoces.

- **269 781 enfants** de moins d'un an ont été enregistrés à l'état civil, garantissant leur accès aux droits fondamentaux.

- **1 155 cas de violences basées sur le genre (VBG)** ont été signalés et pris en charge, illustrant une prise de conscience croissante sur cette problématique.

- **119 villages** ont officiellement déclaré

l'abandon des MGF et du mariage des enfants, grâce aux efforts de sensibilisation des acteurs communautaires.

Le renforcement des dispositifs d'aide sociale a également été une priorité. Plus de **11 000 enfants vulnérables** ont été accompagnés par des assistants sociaux, garantissant ainsi une meilleure prise en charge des situations à risque.

tout en formant 167 personnes aux techniques de transformation alimentaire pour lutter contre l'insécurité alimentaire.

### 1.4 Réponse aux crises et accès à l'eau, l'hygiène et l'assainissement

L'année 2024 a été marquée par des défis humanitaires, notamment des inondations qui ont affecté plusieurs régions du pays. Face à cette situation, le SNU a rapidement mobilisé des ressources pour répondre aux besoins urgents des populations.

- **23 948 personnes** en insécurité alimentaire ont reçu une assistance en vivres et en transferts monétaires.

- **47 784 personnes** touchées par les inondations ont bénéficié d'un appui en eau, hygiène et assainissement.

- **129 728 personnes** ont obtenu un accès à des infrastructures sanitaires modernes, contribuant à réduire la défécation à l'air libre.

L'amélioration des infrastructures sanitaires s'est poursuivie avec la dotation d'équipements pour la gestion des déchets biomédicaux dans plusieurs hôpitaux, garantissant ainsi un environnement plus sûr pour les patients et le personnel de santé.

En 2024, l'appui du Système des Nations Unies a permis d'améliorer considérablement l'accès aux services sociaux, en mettant l'accent sur l'éducation, la santé, la nutrition et la protection sociale. Toutefois, des défis subsistent pour garantir la pérennité des acquis et renforcer les mécanismes de financement. L'année 2025 devra consolider ces progrès, en veillant à une meilleure inclusion des populations vulnérables et une coordination plus efficace des interventions pour garantir un impact durable.





©unicef/cf2024

## L'ESPOIR ENTRE LES MAINS DES FEMMES UNE VICTOIRE CONTRE LE TÉTANOS MATERNEL ET NÉONATAL

En 2024, la Guinée a officiellement éliminé le tétanos maternel et néonatal (TMN), rejoignant les pays qui ont su faire reculer cette maladie mortelle grâce à une volonté politique forte, un engagement communautaire profond, et surtout, grâce aux femmes qui, chaque jour, ont choisi de protéger la vie. Cette victoire est également le fruit d'un soutien constant du Système des Nations Unies, en particulier de l'OMS, de l'UNICEF et de partenaires clés tels que Kiwanis, P&G, The Church of Jesus Christ of Latter-day Saints et le CDC, qui ont accompagné le gouvernement guinéen dans la mise en œuvre de campagnes de vaccination,

de sensibilisation et de renforcement des soins de santé primaires.

Dans un coin animé de Conakry, au centre de santé Bernay-Fotoba, cette réussite prend un visage : celui de Sambou Bayo, cheffe du service de vaccination. Depuis huit ans, Sambou commence ses journées à l'aube, carnet en main, glacière de vaccins à portée. *“Nous recevons des femmes tous les jours, certaines enceintes, d'autres avec leur bébé au dos. Parfois fatiguées, parfois inquiètes, mais elles viennent. Elles veulent faire ce qu'il faut pour leur enfant. C'est ça qui me motive à continuer.”*

Parmi ces femmes, Assiatou, enceinte de sept mois, attend patiemment son tour, main posée sur son ventre. Elle parle avec calme et

assurance : *“Je suis venue me faire vacciner pour protéger mon bébé. Depuis ma première grossesse, je ne manque aucun rendez-vous. Ce sont des gestes simples qui font toute la différence.”*

Plus loin, Habigoulo, une étudiante de 20 ans, serre contre elle son carnet de santé. Elle est enceinte de son premier enfant. *“Je vais passer le bac l'année prochaine. J'ai appris à l'école l'importance des vaccins. Je suis nerveuse, mais je suis fière de venir ici aujourd'hui pour mon premier vaccin contre le tétanos.”* Son regard trahit un mélange de jeunesse et de responsabilité naissante.

Il y a aussi Djenné, enceinte de son deuxième enfant, qui observe la scène avec tendresse. *“Avant, je ne savais pas grand-chose. J'avais accouché à la maison, sans suivi médical. Mais*

*depuis que des agents de santé sont venus dans mon quartier pour parler des risques, j'ai compris. Maintenant, je consulte à chaque étape. Je parle même aux autres femmes pour qu'elles fassent comme moi.”*

Ces témoignages racontent bien plus que la couverture vaccinale. Ils révèlent une transformation sociale : la confiance retrouvée dans les structures de santé, le pouvoir de l'éducation, l'importance des campagnes communautaires. Et au centre de tout cela, des femmes – mères, futures mères, agents de santé – devenues actrices de leur santé.



# 2-

## RÉSULTATS STRATÉGIQUES

### PLANETE ET PROSPERITE

EFFET 2 : D'ici fin 2028, les populations guinéennes, en particulier les jeunes, les femmes, les personnes vivants avec handicap et les personnes vulnérables notamment dans les zones défavorisées, participent activement à la croissance économique soutenue par une économie diversifiée, inclusive, équitable, durable et génératrice d'emplois décents

#### CO-LEADS



#### AGENCES



**740**  
Hectares  
de riz de bas-fonds  
mis en valeur

**11 301**  
Migrants  
accompagnés

**568**  
Bénéficiaires  
en électricité  
solaire et  
hydroélectriques



## 2- RÉSULTATS STRATÉGIQUES PLANÈTE ET PROSPÉRITÉ

En 2024, le Système des Nations Unies (SNU) a renforcé son appui au développement économique durable et à la protection de l'environnement en Guinée. À travers des interventions ciblées, le SNU a contribué à l'amélioration des politiques économiques, au soutien aux chaînes de valeur agricoles, à la promotion d'une économie verte et à la mobilisation des financements pour le développement durable.

### 1.1 Politiques économiques et promotion de l'emploi

L'amélioration de l'environnement des affaires a été un levier clé pour favoriser la création d'entreprises et stimuler l'emploi. Dans ce cadre, le SNU a accompagné le programme Simandou 2040, visant à moderniser les infrastructures, diversifier l'économie et renforcer l'intégration régionale.

**Dans le secteur agricole, plusieurs initiatives ont permis d'accroître la productivité et d'améliorer les chaînes de valeur :**

- **740 hectares** de riz de bas-fonds ont été mis en valeur avec l'introduction de la variété Tong-II à haut rendement.
- **598 hectares** d'ananas ont été développés, accompagnés d'unités de transformation agroalimentaire.
- Des chaînes de valeur dans la production de viande et de lait ont été renforcées grâce à l'installation de congélateurs et d'équipements modernes.

Pour soutenir les coopératives agricoles à Coyah, Lola et Labé, le SNU a facilité l'accès aux semences, engrais et équipements agricoles, notamment pour la culture du maïs. L'installation d'un système d'agroforesterie syntropique sur 35 hectares à Kankan, Kérouané et N'Zérékoré a contribué à une gestion durable des terres.

**Le renforcement des compétences a également été au cœur des interventions du SNU :**

- **1 263 acteurs** agricoles, dont 351 femmes, ont été formés aux techniques modernes et à l'entrepreneuriat.
- Une plateforme numérique a été lancée pour

connecter en temps réel agriculteurs et acheteurs, améliorant ainsi l'accès aux marchés et la transparence des prix.

- **150 acteurs** de la filière avicole, dont 75 femmes, ont été formés à la reconnaissance des maladies et à l'alerte précoce.

Dans le secteur institutionnel, 328 fonctionnaires, dont 51 femmes, ont bénéficié d'une formation sur la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAF), la diplomatie économique et les techniques de négociation internationale. Par ailleurs, 80 cadres ministériels ont été formés à la budgétisation sensible au genre et à l'audit genre.

**Le développement du secteur privé a également été soutenu à travers :**

- Une étude sur la compétitivité des petites et moyennes entreprises (PME) guinéennes et l'élaboration d'un programme national de restructuration des entreprises.
- La formation de 50 groupements et 20 PME dirigés par des femmes et des jeunes en

transformation agroalimentaire et logistique.

- L'appui à la Chambre de Commerce, d'Industrie et d'Artisanat de Guinée (CCIAG) dans l'élaboration de son plan stratégique quinquennal.
- Le soutien à la Confédération Générale des Entreprises de Guinée (CGE-GUI) dans la négociation collective et la signature d'une convention pour le secteur minier.

**Par ailleurs, des actions ont été mises en place pour favoriser l'inclusion sociale et l'autonomisation des populations vulnérables :**

- **11 301 migrants** ont été accompagnés via des programmes de réintégration socio-économique incluant formation, soutien psychosocial et accompagnement entrepreneurial.
- **190 membres** de groupements agricoles, dont 149 femmes, ont reçu un appui pour développer des activités génératrices de revenus.
- L'initiative «Village Faim Zéro» a été lancée, intégrant agriculture, nutrition, éducation et

résilience, pour lutter contre la faim en milieu rural.

• Un diagnostic de 478 groupements et entreprises féminines a permis d'identifier les besoins et de structurer des interventions adaptées.

- **800 femmes** ont été formées en entrepreneuriat et gestion comptable pour formaliser leurs Groupements d'Intérêt Économique (GIE).

### 1.2 Protection de l'environnement et accès aux énergies renouvelables

Face aux défis environnementaux, le SNU a renforcé les efforts pour protéger les écosystèmes, promouvoir une économie verte et améliorer l'accès aux énergies propres.

**Grâce aux interventions du SNU :**

- **568 bénéficiaires**, dont 295 femmes, ont obtenu un accès à l'électricité via des centrales solaires et hydroélectriques installées dans les communes rurales de Thianguel Bori et Bolodou.
- 80 hectares de terres dégradées ont été reboisés, contribuant à l'augmentation de la capacité de séquestration du carbone.



- Une Réserve Faune Naturelle Gambie-Falémé a été créée, couvrant 3 731 km<sup>2</sup>, avec la mise en place de comités villageois de surveillance pour assurer la protection de la biodiversité.
- Dans le secteur minier, le SNU a accompagné 800 membres des communautés affectées par l'exploitation de bauxite à Boké, Boffa et Fria pour leur permettre de mieux comprendre les normes de responsabilité sociétale des entreprises (RSE) et défendre leurs droits économiques et environnementaux.

Par ailleurs, 25 membres des Comités de suivi des impacts du Projet Simandou ont été formés pour surveiller les effets des activités minières sur leur environnement et

leurs droits socio-économiques.

### 1.3. Mobilisation des financements pour le développement durable

Le SNU a facilité la mise en place de 10 politiques sectorielles dans des domaines clés tels que l'emploi, la culture, la gestion des ressources naturelles et la promotion du genre.

- 10 millions de dollars ont été mobilisés via le Fonds d'Adaptation Climatique pour financer des projets dans les préfectures de Koundara, Gaoual, Mali, Mandiana et Siguiri.
- En soutien à la diaspora guinéenne, le SNU a facilité l'installation du Haut Conseil des Guinéens Établis à l'Étranger (HCGE) et organisé le Forum National de la Diaspora Guinéenne.
- Les Plans de Développement Local (PDL) ont été révisés dans plusieurs collectivités, intégrant une approche basée sur les droits humains.
- Un appui technique et financier a été apporté à l'élaboration du 2<sup>e</sup> Rapport National Volontaire 2024 sur la mise en œuvre des Objectifs de Développement Durable (ODD), intégrant une approche transversale genre et droits humains.

En 2024, le Système des Nations Unies en Guinée a joué un rôle stratégique dans le renforcement du développement économique durable et de la résilience environnementale. À travers des actions ciblées dans les secteurs agricole, énergétique, environnemental et économique, le SNU a contribué à stimuler la productivité, améliorer l'accès à l'électricité, protéger les écosystèmes et renforcer l'inclusion des populations vulnérables.

En favorisant la diversification économique, le développement du secteur privé et la mobilisation de financements innovants, ces interventions posent les bases d'une croissance plus inclusive et plus durable pour les années à venir. L'année 2025 devra consolider ces acquis, notamment en intégrant davantage les jeunes, les femmes et les communautés rurales dans les dynamismes économiques et environnementaux du pays.





## **MASSIF DU FOUTA DJALLON : QUAND L'AIDE PREND LE VISAGE DE L'ESPOIR**

Dans les régions rurales du Fouta Djallon, la période de soudure – ce moment critique entre la fin des réserves de la dernière récolte et l'arrivée de la suivante, s'étendant généralement de mars à juin – est souvent synonyme d'angoisse et de privations. Cette année, grâce à une action conjointe de la FAO et du Programme Alimentaire Mondial (PAM), 2 000 ménages vulnérables de dix villages ont reçu une bouffée d'air : un transfert monétaire direct pour faire face à cette période difficile.

De Mamou à Labé en passant par Faranah, une mission de suivi a permis de constater les effets immédiats de cette aide sur la vie des bénéficiaires. Et ce sont leurs mots qui racontent le mieux ce que cela a changé.

### **Témoignages de soulagement**

#### **Adama Hawa Baldé – Tougué :**

*« Cette aide est arrivée à un moment critique. Le Ramadan approchait, et mon mari, sans emploi depuis des mois, ne savait plus comment subvenir à nos besoins. On vivait chaque jour dans l'angoisse. Grâce à ce soutien, on a pu acheter du riz, du sucre, de l'huile... de quoi*

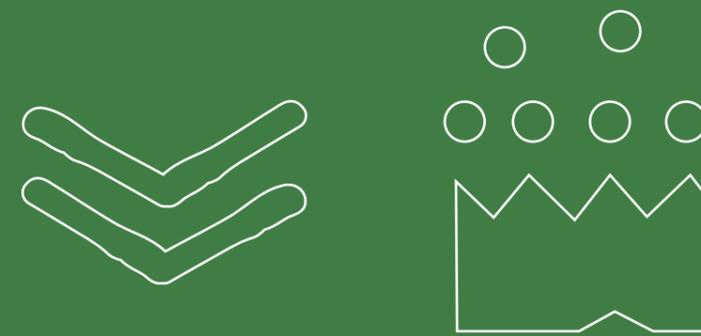
*nourrir nos enfants et vivre ce mois sacré avec un peu de dignité. C'était un vrai soulagement. Merci au PAM et à la FAO, vous avez redonné du souffle à notre foyer. »*

#### **Peinda Keira – Faranah :**

*« L'argent reçu m'a permis de faire l'essentiel : soigner mon enfant malade, acheter des semences d'arachide pour la saison qui vient, et ramener un peu de nourriture à la maison. Avant cette aide, je me sentais complètement dépassée. Aujourd'hui, j'ai retrouvé un peu d'équilibre, et surtout de l'espoir. Le PAM et la FAO ne nous ont pas seulement donné de l'argent : ils nous ont donné une chance de repartir. »*

#### **Naby Camara – Kindia :**

*« Ici, quand la période de soudure arrive, c'est chacun pour soi. Il n'y a plus de réserve, plus de ressources. Cette aide est tombée comme une bénédiction. Avec l'argent, j'ai acheté du sucre, du riz, des provisions pour ma famille. On a senti que quelqu'un pensait à nous, qu'on n'était pas oubliés. Ce soutien a touché nos vies au bon moment, et ça, on ne l'oubliera jamais. »*



3-

# RÉSULTATS STRATÉGIQUES GOUVERNANCE ET PAIX

EFFET 3 : D'ici fin 2028, les populations en particulier les femmes et les jeunes (filles et garçons) exercent leurs droits dans un environnement paisible et participent aux prises de décisions qui affectent leur bien-être

## CO-LEADS



## AGENCES



978

Jeunes formés en prévention des conflits

100

Points focaux prévention des exploitation et abus sexuels

555

Mineurs en conflit avec la loi assistés





En 2024, le Système des Nations Unies (SNU) a joué un rôle clé dans le renforcement des institutions démocratiques, la prévention des conflits, la justice et la lutte contre la corruption en Guinée. À travers des interventions stratégiques et un appui technique, le SNU a contribué à la consolidation de la gouvernance inclusive, à l'amélioration de l'accès à la justice et à la protection des droits humains, tout en veillant à l'implication des femmes et des jeunes dans les processus décisionnels.

### 3.1 Appui au processus électoral et participation citoyenne

L'accompagnement du retour à l'ordre constitutionnel a été une priorité en 2024. Le Conseil National de Transition (CNT) et le gouvernement ont bénéficié d'un soutien institutionnel et législatif dans l'élaboration de l'avant-projet de Constitution, la révision du code électoral et l'adoption des lois régissant les partis politiques et les élections. Grâce à l'appui du SNU, les capacités du ministère en charge du référendum constitutionnel ont été renforcées, garantissant un processus plus structuré et inclusif.

La participation des jeunes et des femmes a également été au cœur des actions du SNU.

Un total de 978 jeunes ont été formés sur la prévention des conflits et la lutte contre la désinformation, contribuant ainsi à une meilleure implication citoyenne. Le Conseil National des Jeunes a bénéficié d'un budget de 100 000 USD inscrit dans la Loi de Finances Rectificative 2024, marquant une reconnaissance institutionnelle de leur rôle dans la gouvernance. En parallèle, des consultations nationales avec les structures de femmes ont abouti à la définition de plans d'action pour renforcer leur participation politique.

### 3.2 Cohésion sociale et prévention des conflits

Dans un contexte marqué par des tensions sociopolitiques et des défis sécuritaires, le SNU a mis en œuvre plusieurs initiatives pour renforcer la cohésion sociale et prévenir les conflits communautaires et transfrontaliers.

Dans les zones frontalières entre la Guinée et le Mali, le SNU a mené des actions de stabilisation, touchant 1 403 acteurs locaux, afin de promouvoir la gestion pacifique des différends. Des efforts ont également été faits pour lutter contre la traite des êtres humains et le trafic de migrants, à travers un renforcement des capacités institutionnelles et judiciaires.

Pour favoriser la réconciliation nationale, le SNU a soutenu une vaste campagne de sensibilisation, touchant 22 740 personnes, permettant ainsi une meilleure appropriation des recommandations des Assises Nationales lancées en 2022. Un programme d'éducation à la citoyenneté a également été élaboré, avec un plan d'action budgété jusqu'en 2028, visant à renforcer la culture démocratique au sein de la population. Par ailleurs, une attention particulière a été accordée aux femmes victimes de violences passées. Un travail d'identification a permis de repérer 300 survivantes, dont 85 ont bénéficié d'un accompagnement psychologique, renforçant ainsi la prise en charge des traumatismes liés aux conflits.

### 3.3 Accès à une justice équitable et réformes législatives

L'accès à la justice reste un enjeu majeur en Guinée, notamment pour les populations vulnérables. Le SNU a appuyé l'accélération des procédures judiciaires, avec un accent particulier sur les violations des droits humains et les crimes du 28 septembre 2009.

• 50 magistrats ont été formés sur les crimes contre l'humanité et les violences sexuelles,

garantissant une meilleure prise en charge des affaires complexes.

• 251 détenus ont bénéficié d'une assistance juridique, permettant 114 acquittements après examen des dossiers.

• 555 mineurs en conflit avec la loi ont reçu une assistance judiciaire, aboutissant à la libération de 144 détenus en provisoire.

Le cadre législatif a également été renforcé, avec l'élaboration d'un avant-projet de loi contre les discours de haine, ainsi que de nouveaux textes de protection des personnes vulnérables. Ces réformes visent à garantir une justice plus accessible et plus protectrice des droits humains.

### 3.4 Gouvernance démocratique, sécurité et lutte contre la corruption

L'amélioration de la gouvernance démocratique et la transparence institutionnelle ont été des axes d'intervention prioritaires du SNU.

• 35 formateurs ont été formés sur les droits économiques et sociaux, contribuant ainsi à une meilleure compréhension des principes de bonne gouvernance.

• Le SNU a soutenu la préparation du rapport national pour l'Examen Périodique Universel (EPU) de 2025, garantissant un suivi rigoureux

des engagements de la Guinée en matière de droits humains.

· Des mesures ont été mises en place pour la gestion des conflits frontaliers et la prévention des violences policières, avec l'implication de la société civile et des forces de sécurité.

La lutte contre la corruption a également été renforcée avec la restructuration de l'Agence Nationale de Lutte contre la Corruption. Un nouveau cadre organisationnel et un plan d'action 2024-2025 ont été adoptés pour renforcer la transparence et l'efficacité des institutions publiques.

### 3.5 Collecte de données et renforcement du système statistique national

Le renforcement des capacités statistiques est essentiel pour une prise de décision basée sur

des données fiables. Le SNU a accompagné l'Institut National de la Statistique (INS) dans la préparation de l'Enquête Démographique et de Santé (EDS), permettant la formation de 50 agents biomarqueurs en charge de collecter des données anthropométriques et biométriques.

Deux grandes enquêtes ont été menées en 2024 :

- L'Analyse Globale de la Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle (AGVSAN), en partenariat avec l'INS.
- L'étude Fill the Nutrient Gap (FNG – Comblent le Déficit en Nutriments), avec l'ANASA.

Ces travaux ont permis de produire des données stratégiques essentielles, facilitant ainsi l'orientation des politiques publiques et le ciblage des interventions pour renforcer la

résilience alimentaire et nutritionnelle.

### 3.6 Programme PRSEAH : Prévention et Réponse aux Abus Sexuels

La prévention des exploitation et abus sexuels (PRSEAH) a été un axe clé d'intervention du SNU en 2024.

- 100 points focaux PRSEAH et cadres sanitaires ont été formés sur les mécanismes de prévention et de prise en charge des victimes.
- Une campagne de sensibilisation a été intégrée aux programmes de vaccination et aux médias locaux, assurant une couverture nationale des actions de prévention.
- Une meilleure coordination avec les partenaires locaux et internationaux a permis de garantir une réponse efficace aux cas de violences sexuelles et de harcèlement.

En 2024, l'appui du Système des Nations Unies à la gouvernance et à la paix a permis d'accompagner la transition politique et de renforcer les institutions démocratiques en Guinée. L'action conjointe des agences a contribué à accroître la participation citoyenne, à améliorer l'accès à la justice, à renforcer la lutte contre la corruption et à prévenir les conflits.

Ces efforts ont créé une dynamique positive pour une transition inclusive et apaisée, tout en posant les bases d'une gouvernance plus transparente et plus efficace. L'année 2025 devra consolider ces acquis en poursuivant les réformes institutionnelles et en renforçant l'implication des citoyens dans la vie politique et économique du pays.





©hcdh/ST/2024

## GRÂCE À L'ONU, DES DÉTENUS OUBLIÉS RETROUVENT ENFIN JUSTICE

En Guinée, la détention provisoire prolongée touche durement les plus vulnérables, souvent enfermés pendant des années sans procès. Une mission de la Direction Nationale des Droits de l'Homme (HCDH), appuyée par l'ONU Droits de l'Homme (HCDH), a visité la Maison Centrale de Conakry, en 2023. Ce qu'elle y a constaté est alarmant : une surpopulation carcérale criante, alimentée en grande partie par des détentions préventives qui durent des années, sans procès, sans défense, sans voix. Pour répondre à cette urgence, un appui a été apporté au Tribunal de Mafanco, en facilitant la tenue d'audiences pour les détenus relevant de cette juridiction. Une initiative concrète et salutaire, mise en œuvre en collaboration avec l'Organisation Guinéenne

de Défense des Droits de l'Homme (OGDH), à travers la mobilisation d'un pool d'avocats bénévoles. L'objectif : garantir une assistance juridique aux détenus vulnérables, souvent livrés à eux-mêmes, sans moyens ni représentants, et leur offrir enfin un procès équitable.

**« J'étais un homme effacé. Aujourd'hui, je suis libre. »**

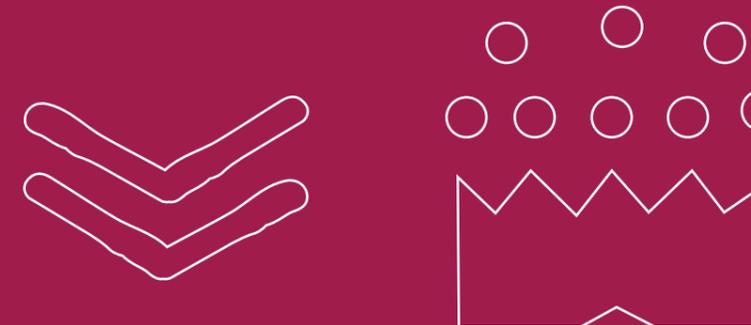
Dans le calme d'une petite pièce prêtée par une ONG locale, un homme d'une quarantaine d'années, de nationalité sierra-léonaise, accepte de raconter son histoire. Il demande à rester anonyme, mais sa voix, elle, mérite d'être entendue.

*« J'ai été arrêté le 20 décembre 2019. Depuis ce jour, j'étais enfermé à la Maison Centrale de Conakry, sans jugement, sans avocat, sans*

*même une visite. J'ai passé plus de quatre ans là-bas, oublié de tous. La vie en prison... c'était la survie. On mangeait très mal, on dormait à même le sol, et même pour se laver, il fallait payer l'eau. Je ne recevais aucun visiteur. Personne ne savait vraiment ce que je devenais. Puis un jour, les choses ont changé. Grâce à l'intervention de l'ONU Droits de l'Homme, mon dossier a enfin été ouvert. Un mois plus tard, j'avais un avocat. Pour la première fois, j'ai vu une salle d'audience. Et après plusieurs audiences, le tribunal m'a déclaré non coupable.*

*Quand je suis sorti, j'avais tout perdu : ma maison, mon travail, mes proches. Mais j'étais libre. Et cette liberté, je la dois à cette initiative. Sans eux, je serais peut-être encore là-bas aujourd'hui. »*

Jusqu'en juin 2024, 83 prévenus ont bénéficié de cette démarche. Parmi eux, 80 ont déjà été jugés. Résultat : 37 personnes ont été libérées, dont 27 totalement acquittées, et 10 reconnues coupables mais relâchées pour avoir déjà purgé leur peine. Près de 70 % des affaires concernaient des accusations de viol, révélant la gravité des cas en attente de traitement. Mais derrière les chiffres, il y a des vies. Des hommes et des femmes qui ont été privés de liberté, souvent injustement, dans le silence et l'oubli.



# APPUI AUX PARTENARIATS ET FINANCEMENT DU PROGRAMME

# 2030



En 2024, le Système des Nations Unies (SNU) en Guinée a intensifié ses partenariats stratégiques pour accélérer l'atteinte des ODD, en mobilisant toutes les parties prenantes—gouvernement, partenaires techniques et financiers, société civile, secteur privé et groupes vulnérables—autour de priorités communes telles que l'accès à des services sociaux de base, le développement des chaînes de valeur inclusives, et la résilience climatique. Des programmes conjoints impliquant plusieurs agences ont permis des partenariats solides, notamment dans l'agriculture résiliente et la sécurité alimentaire

ainsi que dans les secteurs sociaux comme la santé et l'éducation.

Par ailleurs, l'Équipe Pays appuie activement la mise en œuvre du Programme de Référence Intérimaire du gouvernement (PRI 2022-2025) et participe stratégiquement à la préparation du programme Simandou 2040, encourageant la coopération Sud-Sud et des financements innovants (finance verte, diaspora, partenariats publics-privés). Ces initiatives ont renforcé la mobilisation des ressources et l'implication accrue du secteur

privé au bénéfice des populations vulnérables. À terme, ces partenariats constituent des leviers essentiels pour la mise en œuvre des plans de travail conjoint au niveau local, y compris la planification pilote basée sur le budget-programme en faveur des priorités nationales.





## 2.5. Évaluations et leçons tirées

L'évaluation régulière du Cadre de Coopération constitue un élément essentiel du principe des Nations Unies en matière de responsabilisation envers les États, et garantissant la pertinence et la pérennité de nos interventions en Guinée. En 2024, malgré d'importantes avancées dans les domaines sociaux, de gouvernance et de paix, plusieurs contraintes continuent de peser sur l'efficacité et la durabilité des interventions :

- Faible mobilisation des ressources domestiques, entraînant une dépendance forte aux financements extérieurs, notamment dans les secteurs de la santé, de la nutrition et de l'éducation.

- Renforcement des capacités institutionnelles insuffisant, particulièrement dans les secteurs judiciaires, pénitentiaires et sécuritaires, impactant l'état de droit et la redevabilité.

- Inégalités persistantes d'accès aux services sociaux de qualité, affectant surtout les filles, les enfants en situation de handicap, et freinant les progrès dans la protection sociale contre les MGF et le mariage précoce.

Aussi, le contexte de la transition politique constitue une contrainte majeure qui peut affecter la coordination interinstitutionnelle et l'implication efficace des partenaires nationaux. Ceci s'explique notamment par les retards importants dans la mise en œuvre des réformes constitutionnelles et électorales, du fait d'un déficit d'appropriation,

d'incertitudes politiques et d'une insuffisance de compétences techniques adéquates.

Des risques et goulots d'étranglement sont aussi identifiés, à savoir, 1) l'incertitude politique impactant les priorités nationales et menaçant la continuité des interventions ; 2) la complexité bureaucratique et la lenteur administrative retardant considérablement l'exécution des projets, notamment dans les secteurs des infrastructures, de l'énergie et des transports ; et 3) le déficit de compétences techniques, particulièrement dans les domaines du suivi-évaluation, des statistiques et de la gestion des politiques publiques, limitant l'efficacité opérationnelle.

**Dans ce contexte, la réussite des initiatives futures repose principalement sur des hypothèses clés :**

- L'engagement actif et durable des autorités locales et nationales dès la conception des projets.

- Le soutien continu et fiable des partenaires techniques et financiers malgré les défis sociopolitiques.

- L'adhésion citoyenne et la participation active des populations bénéficiaires, essentielle à l'appropriation et à la pérennité des interventions.

En capitalisant ces enseignements, le Système des Nations Unies maintiendra sa pleine redevabilité envers la Guinée et continuera d'améliorer son efficacité opérationnelle au bénéfice direct des populations guinéennes.



## 2.6. Aperçu financier et mobilisation des ressources

### 2.6.1. Aperçu financier

L'état des lieux des ressources mobilisées et des dépenses engagées pour la réalisation des objectifs du Cadre de Coopération autour des trois piliers stratégiques du Cadre de coopération ressort des contributions significatives visant à améliorer durablement les conditions de vie des populations d'ici fin 2028.

MARQUEUR Égalité des sexes/autonomisation des femmes

- 0 Ne contribue pas
- 1 Contribue d'une manière limitée
- 2 Est un objectif important
- 3 Est l'objectif principal

176 mille dollars

2,6 millions dollars

36,4 millions dollars

62,2 millions dollars



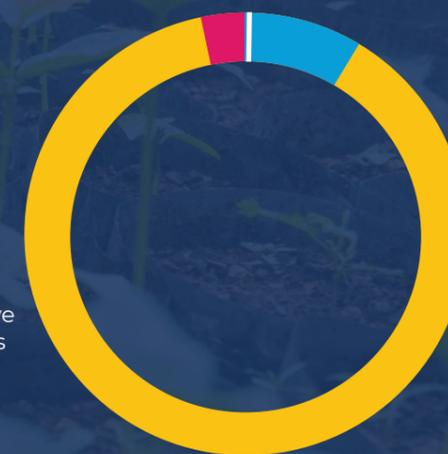
- 176 000 0
- 3 600 000 1
- 10 100 000 2
- 87 500 000 3

0 Ne contribue pas à la réalisation des droits de l'homme

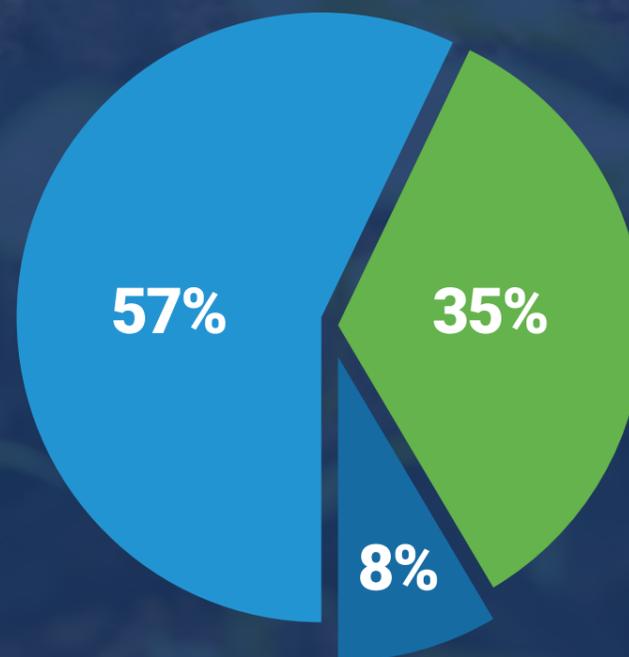
1 Contribution limitée à la réalisation des droits de l'homme

2 Contribution significative à la réalisation des droits de l'homme.

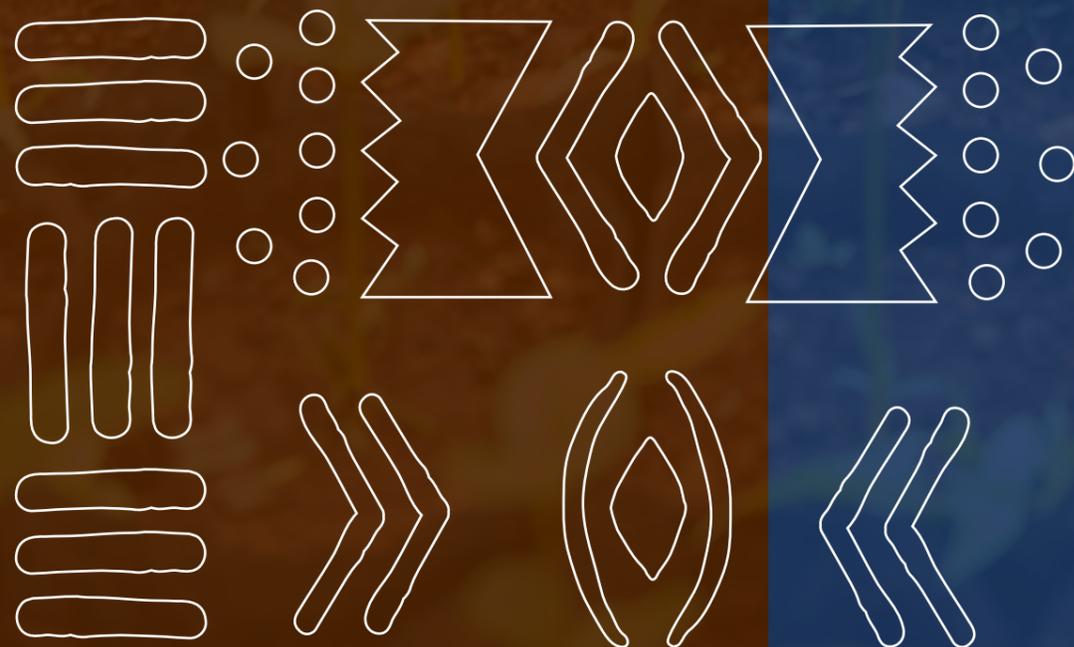
3 La contribution principale est la réalisation des droits de l'homme



### DÉPENSES PAR PILIER EN 2024



- 1 Population
- 2 Prospérité et Planète
- 3 Gouvernance et Paix



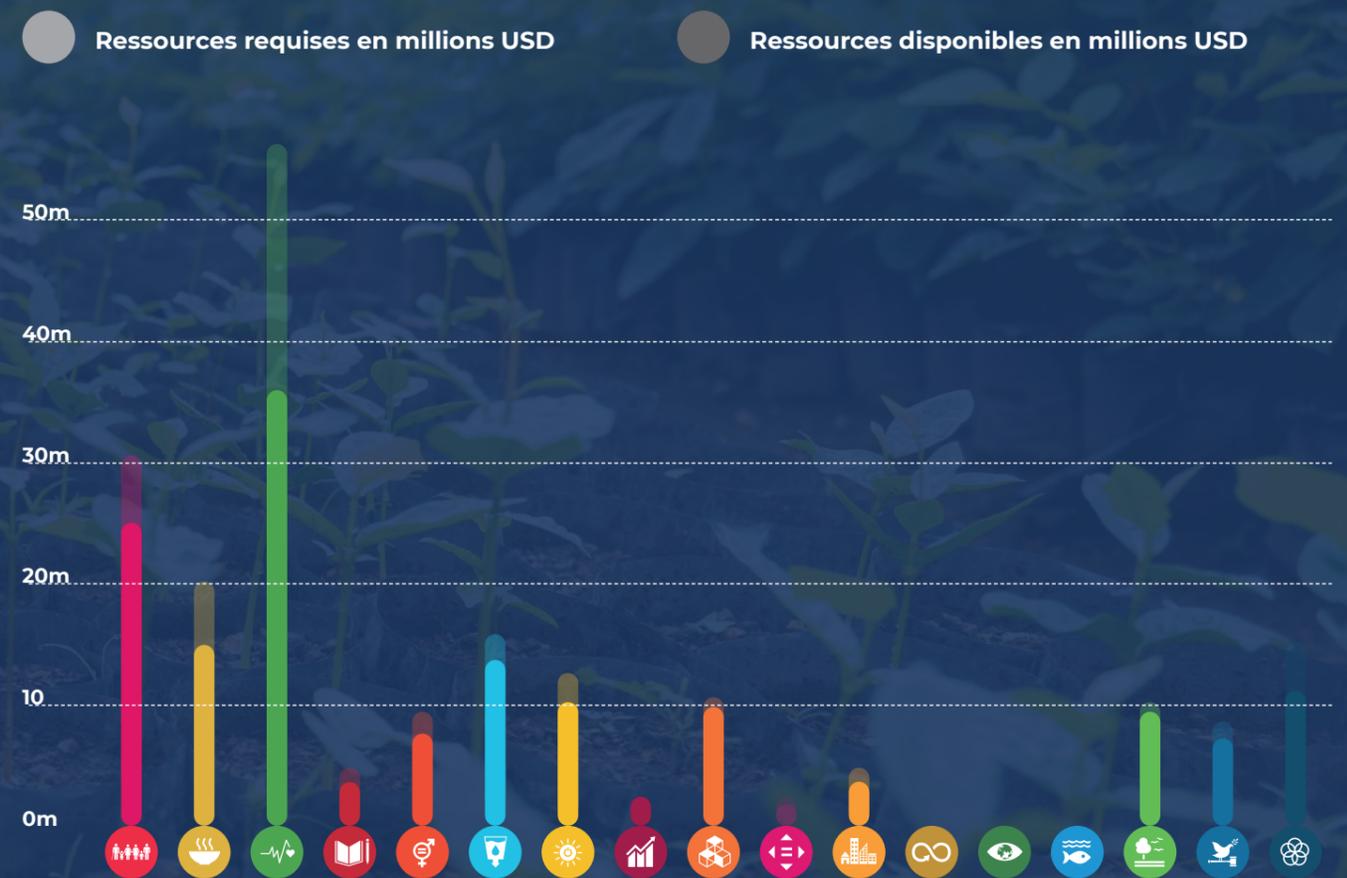
## 2.6.2. Mobilisation des ressources et qualité des financements

Dans le cadre du Plan de Travail Conjoint (PTC) 2024 en Guinée, le Système des Nations Unies (SNU) a estimé ses besoins financiers à 135,4 millions USD, mais seuls 101 millions USD ont été mobilisés, laissant un gap de 34 millions USD. Les ressources proviennent principalement des fonds propres des agences, suivis des contributions bi- et multilatérales, et en moindre mesure des prêts gouvernementaux auprès d'institutions comme la Banque Mondiale. La plupart de ces financements étant pré-affectés, leur prévisibilité reste limitée. À l'avenir, l'Équipe Pays renforcera ses partenariats avec les donateurs étrangers tout en intensifiant la mobilisation des ressources internes, notamment auprès du gouvernement, du secteur privé et des fondations philanthropiques.

### TAUX DE COUVERTURE DES ODD



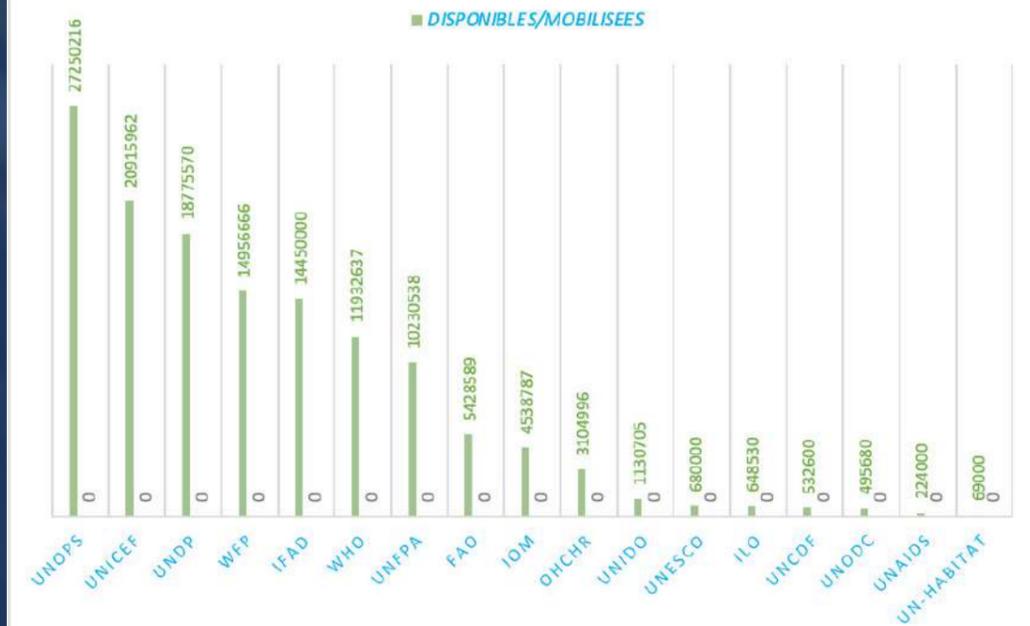
### GAP DE FINANCEMENT DES ODD



### FINANCEMENT DU CADRE DE COOPÉRATION



### RESSOURCES EN USD REPORTÉES SUR UN INFO PAR AGENCE





# CHAPITRE 3

## PRIORITÉS DE L'ÉQUIPE

### DE PAYS DES NATIONS

### UNIES POUR L'ANNÉE

### 2025



## PRIORITÉS DE L'ÉQUIPE DE PAYS DES NATIONS UNIES POUR L'ANNÉE 2025

L'analyse des expériences passées a permis à l'Équipe Pays d'identifier des leviers clés pour renforcer l'impact et la pérennité des interventions à venir. L'appropriation locale reste essentielle au succès durable des initiatives. À cet effet, l'implication précoce et systématique des autorités et communautés locales dans la conception et la mise en œuvre des projets sera systématisée. En parallèle, une flexibilité accrue face aux dynamiques sociopolitiques et économiques changeantes de la Guinée sera adoptée afin d'améliorer la réactivité et l'efficacité des actions sur le terrain.

Le renforcement des capacités locales constitue également une priorité majeure. Des formations techniques ciblées et des appuis entrepreneuriaux adaptés seront intensifiés afin de renforcer l'autonomie nationale et assurer une appropriation effective à long terme.

Pour 2025 plusieurs axes stratégiques guideront l'action de l'Équipe Pays :

- **Consolidation des partenariats stratégiques :**

L'accent sera mis sur le renforcement du partenariat avec les autorités locales, la société civile, et les bailleurs de fonds internationaux. Ce rapprochement garantira un engagement accru, diversifié et pérenne.

- **Développement d'un cadre institutionnel transparent et participatif :**

Des réformes ciblées seront encouragées pour instaurer une gouvernance transparente, responsable et inclusive, facilitant une meilleure participation citoyenne dans les processus décisionnels.

- **Mobilisation accrue des ressources financières domestiques :**

Pour réduire la dépendance extérieure, le plaidoyer sera renforcé et la mobilisation des ressources internes sera intensifiée en étroite collaboration avec le gouvernement, le secteur privé, et les fondations

philanthropiques. Une attention particulière sera portée aux investissements durables, aux solutions climato-intelligentes et aux énergies renouvelables.

- **Renforcement du dispositif de suivi-évaluation :**

Un système solide de suivi et d'évaluation des interventions dans les régions sera mis en place, permettant de mesurer précisément l'impact des actions, d'identifier rapidement les améliorations nécessaires et d'adapter les stratégies en fonction des résultats obtenus.

Conformément aux orientations stratégiques tirées de la retraite annuelle, l'Équipe se concentrera spécifiquement sur les priorités suivantes :

- **Renforcer la gouvernance locale et la coordination intersectorielle,** en améliorant les mécanismes institutionnels et en facilitant les synergies entre acteurs.

- **Adopter une approche multisectorielle intégrée,** en capitalisant sur les bonnes pratiques éprouvées,

notamment celles du programme PREASH. Ceci inclura une formation continue adaptée, une communication proactive, et une implication accrue des médias locaux.

- **Soutenir activement l'approche inclusive du programme stratégique Simandou 2040,** en intégrant systématiquement les enjeux des droits humains, du genre, de l'emploi et de la protection environnementale à travers les programmes phares sur le développement local et les systèmes alimentaires.

La mise en œuvre rigoureuse de ces priorités stratégiques contribuera significativement à renforcer la résilience économique et sociale de la Guinée, à assurer une gouvernance environnementale solide et à améliorer durablement les conditions de vie des populations, particulièrement les plus vulnérables.

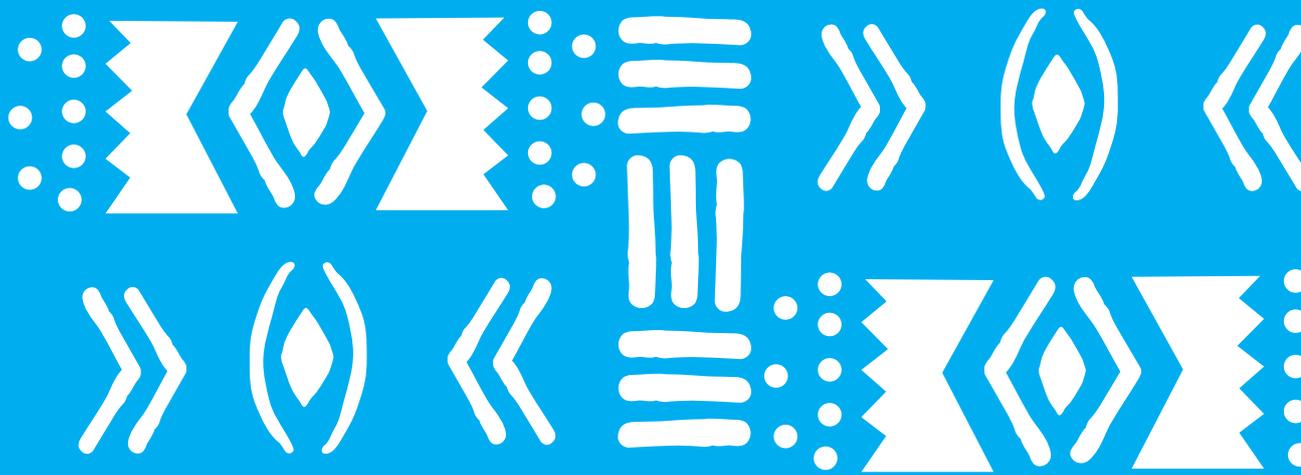
# SIGLES ET ABRÉVIATIONS

<b>AGVSAN</b>	Analyse Globale de la Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle	<b>LTA</b>	Long Term Agreement (Accord à Long Terme)
<b>ANAFIC</b>	Agence Nationale de Financement des Collectivités	<b>MGF</b>	Mutilations Génitales Féminines
<b>ANIES</b>	Agence Nationale d'Inclusion Économique et Sociale	<b>MICS</b>	Enquête à Indicateurs Multiples (Multiple Indicator Cluster Survey)
<b>BOS</b>	Business Operations Strategy	<b>ODD</b>	Objectifs de Développement Durable
<b>CCIAG</b>	Chambre de Commerce, d'Industrie et d'Artisanat de Guinée	<b>PACTE</b>	Projet d'Appui à la Compétitivité et à la Transformation Économique
<b>CEDEAO</b>	Communauté Économique des États de l'Afrique de l'Ouest	<b>PAGL</b>	Programme d'Appui à la Gouvernance Locale
<b>CNDH</b>	Commission Nationale des Droits de l'Homme	<b>PAPEV</b>	Projet d'Autonomisation des Filles et d'Engagement des Jeunes
<b>CNJ</b>	Conseil National des Jeunes	<b>PASANDAD</b>	Programme d'Appui au Secteur Agricole et au Développement Durable
<b>CNT</b>	Conseil National de la Transition	<b>PDL</b>	Plan de Développement Local
<b>CNUCED</b>	Conférence des Nations Unies sur le Commerce et le Développement	<b>PEV</b>	Programme Élargi de Vaccination
<b>CSLP</b>	Cadre Stratégique de Lutte contre la Pauvreté	<b>PNDS</b>	Plan National de Développement Sanitaire (2025-2034)
<b>ECS</b>	Économie Circulaire et Solidaire	<b>PRAEJ</b>	Programme Régional d'Appui à l'Entreprenariat des Jeunes
<b>EDS</b>	Enquête Démographique et de Santé	<b>PRAFIP</b>	Programme d'Appui à la Réforme des Finances Publiques
<b>ENI</b>	Écoles Normales d'Instituteurs	<b>PRODEG</b>	Programme Décennal de l'Éducation en Guinée (2020-2029)
<b>EPU</b>	Examen Périodique Universel (Universal Periodic Review - UPR)	<b>PRSEAH</b>	Prévention et Réponse à l'Exploitation et aux Abus Sexuels et au Harcèlement
<b>FDSI</b>	Fonds de Développement Social et de l'Indigence	<b>PSEA</b>	Protection contre l'Exploitation et les Abus Sexuels
<b>FNG</b>	Fill the Nutrient Gap (Comblant le Déficit en Nutriments)	<b>RSE</b>	Responsabilité Sociétale des Entreprises
<b>FONIJ</b>	Fonds National d'Insertion des Jeunes	<b>SIG</b>	Système d'Information Géographique
<b>GAVI</b>	Alliance Mondiale pour les Vaccins et la Vaccination	<b>SNDD</b>	Stratégie Nationale de Développement Durable
<b>GIE</b>	Groupement d'Intérêt Économique	<b>SNDS</b>	Stratégie Nationale de Développement de la Statistique
<b>GPE</b>	Partenariat Mondial pour l'Éducation (Global Partnership for Education)	<b>SONU</b>	Soins Obstétricaux et Néonataux d'Urgence
<b>HCGE</b>	Haut Conseil des Guinéens de l'Étranger	<b>SRMNIA</b>	Santé Reproductive, Maternelle, Néonatale, Infantile et Adolescente
<b>INS</b>	Institut National de la Statistique	<b>VBG</b>	Violences Basées sur le Genre





NATIONS UNIES  
GUINÉE



Bureau de la Coordonnatrice Résidente  
Maison Commune des Nations Unies  
Corniche Coléah - Lansébounyi



BP 222 Conakry - Guinée



guinee@un.org



@OnuGuinee